



Paul-Albert Clivaz (à gauche) et Gilbert Loretan trinquent à la coopération de leurs régions respectives... à la Sainte-Catherine. LE JDS

comme exemplaire: comptez-vous vous inspirer de la recette pour réussir?

P.-A. C.: C'est évident qu'un concept en matière d'information a été étudié et que les élus doivent s'engager auprès de la population. Vous savez, la Commission de coordination se réunit tous les quinze jours et je lui consacre entre 5 et 10 heures hebdomadaires.

G.L.: A DalaKoop, les présidents se réunissent tous les 2 mois alors que chaque commission qui gère un projet a des rendez-vous trimestriels. Côté information, nous avons un bulletin communal qui rend compte de l'évolution de la situation.

Le pouvoir des clans sur le déclin et l'apparition de nouvelles familles auraient été des facteurs déterminants dans le vote anniviar. Une situation qui pourrait s'appliquer chez vous?

P.-A. C.: Je partage ce point de vue. L'Association des communes doit être portée par les élus, les partis politiques ou les associations économiques. La problématique des clans voués à disparaître, c'est une bonne chose.

Cette disparition provient du fait que de plus en plus de Confédérés font partie des électeurs qui ne sont pas «clanisés» et de la jeunesse locale qui veut garder sa liberté de vote.

G.L.: Chez nous, les bourgeoisies jouent le rôle du clan, de l'identité. J'en sais quelque chose, étant président de Commune et de Bourgeoisie.

Certains Anniviards disent que les remaniements parcellaires ont laissé davantage de traces que ce que laissera le vote sur la fusion. A Crans-Montana et Loèche-les-Bains, les plans d'aménagements sont en première ligne...

P.-A. C.: En matière d'aménagement du territoire, tout est fait sur le Haut-Plateau. Une éventuelle commune fusionnée ne modifierait pas ce plan. Et la génération suivante oublie. Qui se souvient encore et souffre en pensant à Granges, ancienne commune à part entière?

G.L.: Si c'est ça que vous voulez savoir, il n'y aura pas de moratoire à Loèche-les-Bains...

COMMENTAIRE

En tchè no

PASCAL FAUCHÈRE

Les Anniviards ont décidé dimanche de ne former qu'une entité. Un destin de communauté. Une communauté de destin. Le «nous voulons vivre ensemble» a battu aujourd'hui le «nous d'abord». Il était hier tout sauf évident. Emotionnellement contesté, statistiquement improbable. Pourtant. La fusion est acceptée par près de 70% des votants. L'on a évoqué le rôle des femmes, le déclin des clans familiaux ne maîtrisant plus leur électorat, des jeunes sans complexes, des anciens levant la tête vers le futur, des nouveaux arrivants, un vote finalement dépassionné...

Les Anniviards ont décidé sans contrainte, sans pistolet financier sur la tempe budgétaire. D'autant plus remarquable, compte tenu des enjeux liés au retour des concessions hydroélectriques ou de la situation plutôt saine des communes.

D'autant plus étonnant que la proximité, menacée dans ce projet, ne cesse de gagner en popularité. La proximité du jardin potager, le tintement bucolique des campanes, les solidarités rurales de voisinage, la société locale en difficulté, le bistrot du coin.

Et c'est là, au cœur de la quotidienneté, que s'est paradoxalement produite l'étincelle de l'aventure. Contre toute attente, les tripes, perçues comme refuge du non, sont venues en renfort à la raison. Saint-Jean d'en Haut et Cuimey sont des racines, la commune d'Anniviers en est l'arbre. L'attachement viscéral à son propre quotidien a transfiguré l'image que l'on se fait de son futur. Un avenir hypothéqué par un dangereux immobilisme. Les Anniviards ont osé dire oui. Le «en tchè no» s'est imposé dans l'isolement. Un oui pas mesurable. Voilà pourquoi les observateurs se sont trompés. Avenir, aventure, même musique. Et même partition jouée par un orchestre qui pourra se faire entendre bien plus loin à la ronde. Les Anniviards se sont donné de meilleurs moyens pour travailler ensemble. Ils en auront besoin. Tant sur plan administratif que politique. La montagne est à construire dans l'intérêt général. En tchè lo...